



DÉCLARATION LIMINAIRE COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE 25 SEPTEMBRE 2026

Monsieur le président,

La CGT Finances publiques dénonce la smicardisation de la fonction publique qui s'accélère avec l'augmentation du SMIC au 1er juin dernier et le gel du point d'indice pour la troisième année consécutive. Des milliers d'agents de la fonction publique se retrouvent à avoir un salaire équivalent au SMIC, uniquement grâce à l'octroi d'une indemnité différentielle.

Ainsi, l'action sociale du ministère est devenue plus que nécessaire de nos jours pour les agents-e-s du MEFI, voire vitale pour un grand nombre d'entre eux. Comment développer notre action sociale, avec des budgets qui ne cessent de baisser chaque année ? Ou s'ils ne baissent pas, les contraintes pour les utiliser augmentent et donc mécaniquement le budget diminue. La CGT Finances publiques dénonce et n'accepte pas ces baisses/truchements.

En 2026, le montant du reste à charge en restauration collective a augmenté de près de 10 %, la valeur des Titres Restaurant n'a toujours pas été revalorisée, les tarifs des séjours enfants et loisirs ont augmenté.

Pour la CGT Finances publiques, cette situation n'est pas satisfaisante du tout et la réponse évasive du maintien du budget pour 2027 au national n'est pas audible car cela ne tient pas compte de la précarisation des agents du ministère et de l'inflation galopante, surtout aujourd'hui quand le gouvernement décide de faire toujours plus d'économies sur le dos des Français et notamment des fonctionnaires alors même que les dividendes versés aux actionnaires des grandes entreprises françaises atteignent des niveaux records (61 milliards en 6 mois) le choix pour le budget 2027 est très clair ! À force de réduire les budgets, les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins de la population. L'enjeu n'est donc pas de savoir où il faut faire des économies, mais qui les finance. Pour la CGT, faire contribuer davantage les grandes entreprises, les hauts revenus et les patrimoines les plus importants, et conditionner les aides publiques aux entreprises permettrait de dégager des recettes pour développer les services publics sur le territoire, dégeler le point d'indice des agent-es et financer les investissements indispensables à la lutte contre le changement climatique. Il faut par ailleurs augmenter tous les salaires, dont le Smic : le net pour le mois et le brut, garant de notre Sécurité sociale, pour la vie. La CGT Finances publiques continue et continuera à se battre pour défendre une action sociale de qualité à hauteur des besoins des agents-e-s de notre ministère, obtenue après de grandes luttes et qui appartient à toutes et à tous.

Nous pouvons nous réjouir d'avoir utilisé notre budget auprès des agents actifs et retraités, mais avec difficultés et nous ne sommes pas au bout du chemin quand on voit ce qui se profile pour les années à venir. La demande explose et nous devons fixer des limites, car le budget n'est, lui, hélas, pas sans limite.

Dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat, la CGT FP 84 revendique une action sociale à la hauteur des besoins de tous (actifs mais également retraités). Pour ce faire, le budget de l'action sociale doit être calculé, a minima, sur 3 % de la masse salariale des actifs et sur 3 % des pensions des retraités sans aucune réserve. Pour permettre à tous les agents des Finances :

- de mieux bénéficier du droit aux vacances ;
- de pouvoir se loger dignement ;
- d'accéder à la culture, aux sports, aux loisirs ;
- d'accéder à une restauration de qualité avec des produits locaux de qualité et bio et en quantité suffisante ;
- de bénéficier d'une augmentation de la valeur faciale des titres restaurant avec une participation accrue de l'employeur ;
- de bénéficier d'une augmentation de l'aide à la parentalité ;
- de bénéficier d'une meilleure réponse aux demandes de prêts et d'aide.

La CGT FP 84 sera toujours présente aux côtés des agent-es et continuera à faire des propositions pour améliorer l'action sociale.